

RASSEMBLEMENT DU 31 MARS 2021

Intervention de Marc Bastide

Chères et Chers Camarades,

Tout d'abord, permettez-moi de saluer les 80 initiatives unitaires, et les milliers de retraités qui y sont rassemblés, qui se déroulent dans notre pays aujourd'hui autour de 3 grands thèmes revendicatifs : l'augmentation des pensions, la protection sociale et les services publics.

Cela démontre que dans la situation sanitaire que nous vivons actuellement, les retraités sont masqués, mais pas bâillonnés !

Pour la CGT, il n'est plus acceptable que le Gouvernement, le patronat et d'autres pointent du doigt les retraités comme des nantis. Nous sommes des femmes, des hommes, qui ont fait la richesse de la Nation et que bien des populations dans le monde nous envient.

Nous sommes des femmes et des hommes qui par nos cotisations sociales, avons gagné notre droit à la retraite pour vivre décemment !

De toute la France, Monsieur le Président de la République, entendez cette revendication, **Augmentez nos pensions !**

L'augmentation du coût de la vie et de la fiscalisation et la non-revalorisation des pensions depuis des années entraînent une explosion de la pauvreté amenant un nombre de retraités de plus en plus important à subir des privations importantes, face aux accidents de la vie et en 1^{er} lieu ceux dont les pensions sont inférieures à 1 000 euros par mois.

Face à ces situations difficiles, inadmissibles et parfois dramatiques, la CGT exige une augmentation immédiate de 100 euros par mois et urgemment d'aller sur 300 euros nécessaires par rapport à la baisse du pouvoir d'achat.

La CGT demande une négociation pour une augmentation pérenne et annuelle en début d'année sur la revalorisation des retraites et pensions calculées sur l'évolution du salaire moyen ainsi qu'aucune retraite ne soit inférieure au Smic à 1 800 euros que revendique la CGT.

Nous sommes devant le Ministère de la Santé, au nom de la CGT, je suis tenté de dire « honte à notre Ministre, honte à ses prédécesseurs », dans les états de délabrement et de destruction qu'ils ont mis et continuent à mettre dans les hôpitaux publics au nom de la rentabilité financière.

Arrêter, Monsieur le Ministre, de fermer des lits, arrêter de fermer des hôpitaux.

Bien au contraire, c'est plus de 100 000 embauches qui sont nécessaires dans l'hôpital public avec la réouverture de lits pour faire face à la situation actuelle et assurer un meilleur avenir pour les malades et les besoins de soins.

En ce qui concerne la vaccination, nous sommes pour la vaccination de masse pour faire face à la pandémie. Nous exigeons la levée des brevets des laboratoires pour les mettre dans le domaine public ainsi que la gratuité intégrale des vaccins pour tous.

De même, en ce qui concerne la perte d'autonomie, elle est indissociable d'une approche globale de la santé et doit être reconnue dans la branche maladie de la Sécurité sociale avec un financement par les cotisations sociales. C'est aussi le besoin de 200 000 embauches nécessaires dans les EHPAD et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile dans le cadre d'un grand service public de l'aide à l'autonomie face aux enjeux du vieillissement à venir et aux accidents de la vie.

Nous attendons toujours la loi sur le grand Âge promise par le président de la République... Promesse ! Promesse !

En ce qui concerne les services publics, comme les Gouvernements précédents, celui-là aussi a créé le flou.

Entre service public et service au public, il y a une différence fondamentale, cela mérite discussion et éclaircissement.

Pour des services publics répondant aux besoins de tous, cela passe par le maintien et le développement de l'ensemble des services publics avec l'augmentation des guichets ou des accueils physiques dans les administrations et une tarification accessible à tous. La dématérialisation ne doit pas se substituer à une présence humaine dans tous les services publics.

Notons que 28 % de la population a des difficultés en zone blanche, n'a pas d'ordinateur ou Internet.

Chers Camarades, je voudrais terminer cette intervention pour dénoncer avec autant de fermeté que ce qui s'exprime avec violence entre jeune et anciens. Honte à vous, Monsieur, Madame, nous sommes parents, grands-parents, arrière grands-parents et nous refusons totalement cette violence, car ce qui prive de liberté ces jeunes, chez les scolaires, les étudiants, c'est l'incompétence à gérer la crise du Gouvernement et du patronat pour développer la formation professionnelle, c'est l'utilisation par le Medef de plans sociaux pour supprimer des emplois et fermer des perspectives d'avenir.

C'est vous et vous seul qui nous privez de liberté, jeunes et anciens.

En ce qui concerne la CGT, l'UCR-CGT, partout nous nous retrouverons intergénérationnellement pour gagner sur les libertés, les salaires, les pensions, l'emploi, l'industrie, la protection sociale et les services publics.